Divison des écoles

Arrêté n° 2024-427

- VU le code général de la fonction publique, notamment le titre II du livre V de la partie législative ;
- VU le décret n° 90-680 modifié du 1er août 1990 relatif au statut particulier des professeurs des écoles ;
- VU le décret n° 2012-16 du 05 janvier 2012 relatif à l'organisation académique ;
- VU l'arrêté n° 392 du 09 juillet 2024

- A R R E T E -

ARTICLE PREMIER :

L'arrêté n° 392 du 09 juillet 2024 relatif à l'avancement à la classe exceptionnelle est complété comme ci-après.
Les 2 professeures des écoles, dont les noms suivent, sont inscrites sur le tableau d'avancement pour l'accès au grade de la classe exceptionnelle du corps des professeurs des écoles au titre de l'année 2024. Un arrêté individuel de promotion et de classement précisera la date d'effet de cet avancement.

- MARSAUCHE Géraldine   E.P.PU Les Eyssagnières GAP
- HOCQUELOUX Nathalie   E.P.PU Pont de Cervières BRIANCON

ARTICLE DEUX :

Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à GAP, le 23 septembre 2024
Pour le recteur et par délégation,
Le secrétaire général de la direction
des services départementaux
de l'éducation nationale des Hautes-Alpes

Gabriel DUBOC

VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Si vous estimez devoir contester cette décision, vous pouvez former :

- soit un recours gracieux ou hiérarchique,
- soit un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente. Ce recours n'a pas d'effet suspensif.

Si vous avez d'abord exercé un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision, le délai pour former un recours contentieux est de 2 mois* :

- à compter de la notification de la décision explicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ;
- ou à compter de la date d'expiration du délai de réponse de 2 mois dont disposait l'administration, en cas de décision implicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

Dans les cas très exceptionnels où une décision explicite de rejet intervient dans un délai de 2 mois après la décision implicite - c'est-à-dire dans un délai de 4 mois à compter de la notification de la présente décision - vous disposerez à nouveau d'un délai de 2 mois* à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.

En cas de recours contentieux, vous pouvez saisir le tribunal administratif au moyen de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

*4 mois pour les agents demeurant à l'étranger